

Initiatives ministérielles

être en colère—et qu'on songe que le manège doit cesser. Et là, tout s'arrête et le ministre responsable nous annonce qu'ils ont fait de grands progrès. La caravane repart, va dans une autre ville, 400 personnes qui déménagent à nouveau et le manège recommence de plus belle. On tourne en rond, on tourne en rond et on nous dit avoir accompli des progrès. Évidemment, on a fait des progrès sur la question autochtone apparemment.

C'est quand même incroyable que le gouvernement fédéral accepte de reconnaître le droit inhérent des autochtones et de dire que les tribunaux définiront ce droit dans trois ans, si on n'arrive pas à s'entendre avant ces trois années. Pourtant, ce même gouvernement, ce même comité constitutionnel, refuse que la clause de société distincte serve à interpréter les droits et les pouvoirs qui sont déjà dans la Constitution en ce qui concerne le Québec. C'est vraiment extraordinaire. Et maintenant, certains députés du Québec veulent défendre une loi sur les référendums au Canada qui est, de toute évidence, une loi pour tenter de retarder à nouveau l'échéancier. On sait très bien que ce référendum sera inacceptable à la population du Québec. Ce sera un «non» clair à la tentative de court-circuiter le processus que l'on a au Québec.

Le gouvernement a eu tout le temps, l'ensemble des provinces canadiennes ont eu tout le temps requis et ont dépensé des fortunes. Écoutez, madame la Présidente, quand on veut comprendre les coûts du fédéralisme, ce n'est pas tellement compliqué. Au Québec, on a réussi à faire la Commission Bélanger-Campeau, qui a été fort intéressante, fort pertinente, et qui a été télévisée au complet, pour environ 5 millions de dollars.

• (1250)

La facture des commissions, comités et caravanes constitutionnels canadiens dépasse déjà largement les 100 millions. Et c'est avec 23 p. 100 de nos taxes, mais, en réalité, plus de l'argent emprunté, dont 23 p. 100 sont empruntés en notre nom parce que le déficit continue d'augmenter.

C'est ce qui est frustrant, madame la Présidente. On continue à dépenser notre argent, à emprunter en notre nom pour un processus, pour une caravane constitutionnelle qui ne nous mène nulle part, dont les échéances sont encore retardées.

Ce qui est encore plus frustrant, c'est qu'on est obligé des les écouter au *Téléjournal*, tous les soirs, nous dire qu'il n'y a pas de progrès, qu'ils sont heureux, qu'ils sont malheureux, qu'ils viennent de faire des grands progrès mais que ce n'est pas assez.

Pis encore, on utilise toujours de l'argent emprunté en notre nom pour faire de la publicité, même au cours des parties éliminatoires de hockey. C'est du temps d'antenne qui coûte une fortune, madame la Présidente, et on vient, avec une publicité subliminale, nous vanter les grandeurs du Canada. C'est honteux!

M. Blackburn (Jonquière): C'est beau!

M. Tremblay (Rosemont): C'est honteux. Le député de Jonquière crie que c'est beau, extraordinaire.

M. Lapierre: Un grand nationaliste, supposément.

M. Tremblay (Rosemont): Oui. Un grand nationaliste, même dans son comté.

Madame la Présidente, j'ai ici un éditorial qui provient de son comté, et je le cite: «Faut-il prendre au sérieux les critiques de monsieur. . .»

Mme le vice-président: L'honorable député voudrait-il s'en tenir, s'il vous plaît, à l'amendement qui est devant la Chambre?

Une voix: Parle du titre de l'éditorial!

M. Tremblay (Rosemont): Madame la Présidente, cet article parle précisément du référendum. Il parle du sérieux qu'on doit avoir à l'égard du référendum. C'est normal qu'un éditorialiste s'interroge sur le sérieux des critiques qui peuvent être faites par les députés de cette Chambre, surtout lorsque ces gens passent régulièrement aux nouvelles parce qu'ils ont une petite dissidence, paraît-il, avec leur gouvernement. Cela fait des mois, des mois et des mois que ces gens-là prennent des engagements.

Il n'y a pas très longtemps, quelques mois seulement, l'idée d'un référendum était inacceptable pour ces gens-là. Jamais le fédéral ne fera un référendum au Québec. C'était ça, le discours, même celui du premier ministre il n'y a pas longtemps.

Une voix: Même celui de la ministre d'État.

Mme Vézina: C'est toujours inacceptable.

M. Tremblay (Rosemont): Même celui de M^{me} la ministre d'État, qui nous dit que c'est toujours inacceptable. Eh bien, il va bien falloir, à un moment donné, que toutes ces affirmations. . .